

où va la France ?

La leçon des partielles

Le vote socialiste est apparu comme le plus efficace. Le P.C. comprendra-t-il qu'on ne lutte pas contre le réformisme à coup d'anathèmes ?

C'EST sur un fond de morosité majoritaire que s'est conclue la série des cinq élections partielles provoquées par la décision du Conseil constitutionnel. Malgré sa défaite aux élections générales, malgré ses divisions, la gauche a progressé, reprenant les trois sièges dont elle avait été privée et renversant en sa faveur la situation à Nancy et dans le 14^e arrondissement de Paris.

Dans ces deux derniers cas, le succès des candidats socialistes prend l'allure d'un raz de marée. Il a démenti le principe généralement vérifié de la réélection assurée des députés invalidés. Bien sûr, l'absence d'enjeu national a pu inciter une partie de l'électorat centriste à exprimer sans risque son mécontentement devant la situation économique et sociale. D'autre part, Servan-Schreiber et la Malène ne suscitaient pas d'élan unitaire dans la majorité : le « turlupin » a toujours été cordialement détesté par les gaullistes, et le soutien apporté par l'U.D.F. au bétonneur chiraquien a été fort discret.

Il est néanmoins évident que sa victoire de mars n'était pas pour la majorité le résultat d'une dynamique électorale ni le signe d'un durable renversement de tendances dans l'opinion, dominée par la gauche en 1975-1977. Celle-ci progresse à nouveau, mais sur des bases différentes.

LE Parti socialiste est le grand bénéficiaire de la nouvelle situation. Le vote socialiste est apparu comme le vote le plus efficace contre le pouvoir. La force surprenante du courant unitaire a joué contre le P.C.F., dont la présentation de candidats dans le Pas-de-Calais, à Nancy et à Paris est apparue comme une remise en cause des préférences manifestées le 12 mars par les électeurs de gauche ; le P.C.F.

est considéré par une majorité de ces derniers comme le principal responsable de la rupture de l'Union de la gauche, et donc de la défaite de mars.

Le recul du P.C.F. montre que son revirement de septembre 1977 et l'attitude qui a été la sienne depuis n'ont été ni compris, ni admis par une large part des masses populaires, alors que ses attaques incessantes contre le P.S. et le fossé creusé entre les anciens signataires du Programme commun permet un ralliement plus aisé de l'électorat modéré d'opposition à un



P.S. débarrassé d'un allié trop compromettant.

MAIS ce recul témoigne aussi de l'insuffisance profonde de la politique actuelle du P.C.F. face à la crise et à la stratégie de la bourgeoisie. Il ne suffit visiblement plus d'ajouter des revendications catégorielles, de se cantonner d'une façon corporatiste dans la défense d'intérêts parfois contradictoires et de situations acquises, pour rassembler les mécon-

tents. Dans le passé, le P.C.F. pouvait se contenter d'une telle politique, quand il exerçait une sorte de monopole de la représentation de la classe ouvrière et n'affrontait, à gauche, qu'une S.F.I.O. discréditée et fossilisée. Ce n'est plus aujourd'hui le cas. Le caractère irréaliste, conservateur et chauvin de certaines de ses propositions économiques rendent l'ensemble de celles-ci peu crédible ni attrayant pour bon nombre de travailleurs ; son repli sur soi sectaire l'a conduit dans une impasse dont il ne pourra sortir que par des propositions unitaires sérieuses et la remise en route de sa déstalinisation.

LE P.S. ne bénéficie pas seulement en effet, d'une rente de situation électorale. Dégagé du carcan, étouffant et dépassé, du Programme commun, il peut se consacrer à la définition d'un véritable projet social-démocrate adapté à l'évolution économique actuelle, étroitement liée à la situation concrète, répondant, sinon à l'espoir, du moins à l'attente de toutes les couches sociales concernées par la restructuration du capitalisme. Accepter cette restructuration comme une réalité, l'aménager pour la rendre supportable, l'orienter même ; la compenser à coups de « mieux vivre », de « mieux travailler », de « expérimentation sociale », de décentralisation et de cogestion (baptisées autogestion) : voilà les grandes lignes du projet dont Rocard est le meilleur porte-parole et qui a le grand avantage... d'exister, face aux illusions anti-monopolistes entretenues par le P.C.F., au vide gauchiste et à notre propre faiblesse. En permettant au P.S. de canaliser le mécontentement et l'inquiétude de millions de travailleurs, il risque de plus en plus de le faire apparaître comme la seule réelle alternative au pouvoir.

Les difficultés du P.C.F. prouvent que la dénonciation aveugle et les attaques grossières sur le virage à droite, l'inévitable chute dans la collaboration de classe et le compromis avec le pouvoir sont inopérantes et dangereuses. Céder à ces méthodes seraient nous condamner à l'échec. Le courant autogestionnaire que nous cherchons à construire ne peut ni lais-

ser le champ libre à un réformisme moderne se parant des couleurs de l'autogestion, ni se constituer à partir d'une référence négative, d'une sorte de « contre-modèle », sans définir lui-même sa propre voie.

LA lutte contre l'influence du réformisme ne se mène pas à coups d'anathèmes ni en traitant les réformistes en ennemis de

classe. On ne fait pas triompher la vérité en utilisant le mensonge, le procès d'intentions, mais par la confrontation dans le débat et l'action, par la combinaison de l'esprit unitaire et de la critique, par la capacité de proposition alternative enfin — et surtout.

François TURQUAN ■

L'interrogation

Serge DEPAQUIT

Deux candidats — à Nancy et Paris 14^e —, se sont présentés au nom du P.S.U. avec les résultats que l'on sait, enregistrant un net recul sur le score obtenu en mars 1978. Comment analyser cette situation et, plus généralement, réfléchir à l'insertion des socialistes unifiés dans un champ politique profondément modifié par la défaite de mars ?

Concernant les élections partielles, un facteur ne doit pas être sous-estimé : les courants minoritaires, non crédibles pour le second tour, y sont plus fortement « laminés » que lors des consultations nationales. Les résultats des diverses élections partielles auxquelles le P.S.U. a participé ces dernières années en font l'indiscutable démonstration. Les scores du Havre en juin 1975, de Tours en juin 76 et des cinq partielles de novembre 76 étaient comparables à ceux de Nancy et Paris. Ajoutons que cette constatation n'est pas propre au seul P.S.U., mais vaut pour tous les courants minoritaires. L'explication en est sans doute assez

simple : sauf cas d'exception (émergence du phénomène écologiste avec Brice Lalonde dans le 5^e arrondissement) le « courant critique » qui vote P.S.U., écologiste ou extrême gauche ne se sent pas concerné par l'enjeu d'une élection partielle. Aussi serait-il aujourd'hui nécessaire de réfléchir plus profondément à l'attitude à adopter face à ce type d'échéance.

Mais là n'est pas l'essentiel, car plus généralement est posée la question de l'impact électoral du P.S.U., donc de son insertion dans le champ politique. Il semblerait que le recul opéré, lors des deux récentes partielles, sur la politique de rassemblement autogestionnaire esquissée en mars 78 a aggravé la perte d'impact électoral du P.S.U. L'image que ce dernier a donnée était plus « classique », plus institutionnelle parce qu'apparemment plus mêlée à l'empoignade des partis de gauche.

Depuis mars 78, la situation politique s'est très profondément modifiée... En est-on tou-

jours entièrement conscient ? On ne reconstruira pas « comme avant » ce qui s'est cassé, même grâce à la fameuse « pression des masses ». Force est aujourd'hui de penser autrement, c'est-à-dire jusqu'au bout la démarche de la « gauche différente ». Sur le plan électoral un « courant critique » existe (5 à 6 %) ; les études de sociologie politique ont d'ailleurs montré la relative homogénéité de ses comportements et motivations.

Or, on ne gomme pas les réalités électorales par la confection de « bons » programmes politiques aussi utiles qu'ils soient. La réalité électorale pour le P.S.U., c'est aujourd'hui ce courant critique auquel il faut savoir s'adresser.

Cette réflexion ne saurait se situer au seul plan électoral considéré ici, mais implique des initiatives politiques, d'action et d'organisation. C'est le débat du congrès.

Serge DEPAQUIT ■